

nouvelles de

CUBA

R

60, AVENUE FOCH PARIS XVI • KLE 52-30

NUMÉRO X

31 juillet 1964

BULLETIN ÉDITÉ PAR LE BUREAU DE PRESSE DE L'AMBASSADE DE CUBA EN FRANCE

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
- L'ATTAQUE DE LA CASERNE MONCADA	1
- ECONOMIE CUBAINE I : jusqu'à 1934	6
- ECONOMIE CUBAINE II : de 1934 à 1950	10
- ECONOMIE CUBAINE III :	15
- la crise de 1952-1958	
- la Révolution	



40 p 6609

L'ATTAQUE DE LA CASERNE MONCADA

Aux premières heures de l'aube du 26 juillet 1953, 16 automobiles sortent de la Ferme Siboney. Chaque automobile est occupée par des groupes dont le total atteint 158 hommes et 2 femmes. Dans l'une des voitures, se trouve le chef de l'action appelé Fidel Castro Ruz. Dans quelques minutes, ils attaqueront la caserne Moncada, seconde forteresse militaire du pays. 15 mois se sont écoulés depuis le jour où Batista s'est emparé de Columbia et a imposé une dictature de fer.

Avec quarante fusils automatiques de cinq cartouches, calibre 12 ; trente-cinq petits rifles semi-automatiques, calibre 22 ; une mitrailleuse Browning, calibre 45 ; une carabine M-1 ; trois très vieilles carabines Winchester, calibre 44 et soixante révolvers de types très divers, les attaquants se placèrent à 5h.15 du matin en face du poste de garde 3. Abel Santamaria, second chef du groupe, occupa l'Hôpital Civil ; il était accompagné de 21 hommes, de deux femmes : Melba Hernandez et Haydée Santamaria, et du médecin Mario Munoz. Raul Castro s'empara du Palais de Justice. Son groupe se composait de 10 hommes. A cette même heure, 27 hommes attaquaient la caserne de Bayamo.

L'avant-garde de 8 hommes qui précéda l'arrivée de Fidel Castro occupa le poste de garde 3 et pénétra dans la caserne. Ramiro Valdés, José Suarez et Jesus Montané arrivèrent à un baraquement où ils surprirent 50 soldats. Ce facteur : la surprise, ne joua pas tout au long du déroulement de l'attaque : lorsque Fidel Castro passa avec le premier groupe de 45 hommes, presque dans la caserne, les soldats de la ronde extérieure, qui soupçonnaient que quelque chose d'étrange se passait, commencèrent à tirer sur le groupe, rompant, par ces premiers coups de feu, le silence matinal. L'alarme était donnée.

Dès le début du combat inégal, Fidel Castro remarqua rapidement qu'il manquait quarante hommes, précisément ceux qui avaient les fusils automatiques. Ceux-ci essayaient en vain de trouver le chemin de la caserne ; ils avaient suivi une voiture transportant cinq déserteurs, qui était passée par le quartier Sueno, cherchant la Route Nationale et allant en direction de La Havane. Le manque de ces armes importantes, ainsi que la mauvaise répartition des meilleurs hommes et la très grande disproportion en combattants et potentiel de feu, favorables à l'armée de Batista, contribuèrent de façon décisive au résultat final de la bataille.

"Nous nous trouvions à deux mètres de l'entrée du poste de garde, les épaules collées au mur, nous évoluions, pour tirer, à l'intérieur du campement et, vers la partie haute, d'où nous étions attaqués par une ou plusieurs mitrailleuses, dans cette position, luttait Fidel Castro. Nous demeurâmes ainsi deux heures ou plus ; d'autres camarades se retranchaient derrière les automobiles que nous avions laissées en stationnement dans la petite rue d'en face et sur le trottoir opposé au nôtre. Fidel Castro ne voulait pas se retirer, mais ceux qui étaient avec lui comprenaient qu'il était impossible de vaincre dans de telles conditions, si défavorables pour nous étant donné que nous n'étions pas préparés pour un combat prolongé. Nous essayâmes de le convaincre d'ordonner la retraite et

au bout de deux heures et quarante cinq minutes de combat, après de très longs efforts, il y consentit. Presque tous les camarades n'avaient plus de munitions et les soldats étaient partis vers d'autres postes de garde pour nous prendre en chasse. Nous supposions que le sort de ceux qui étaient allés à l'Hôpital et au Palais de Justice avait été semblable au nôtre (Commandant Pedro Miret, au cours du procès).

Ceux qui attaquèrent la caserne de Bayamo furent décimés par la supériorité en hommes et en armes ; le groupe d'Abel Santamaria qui se trouvait à l'Hôpital fut presque complètement exterminé et Abel lui-même fut assassiné lâchement après avoir subi les plus affreuses tortures ; sa soeur, Haydée Santamaria et Melba Hernandez, furent incarcérées et le docteur Mario Munoz assassiné. Raul et les camarades qui prirent le Palais de Justice parvinrent à s'échapper après une situation désespérée.

Les pertes, jusqu'à ce que les combattants abandonnent la caserne Moncada, n'étaient pas supérieures à huit. Pedro Marrero, Renato Guitart et d'autres tombèrent sous les balles ennemies. Ensuite, on perçut une odeur de sang ; des dizaines d'hommes furent achevés de diverses façons. Les blessés qui restèrent à l'intérieur de la caserne furent mitraillés par la soldatesque enorgueillie ; ceux qui furent fait prisonniers dans les montagnes proches furent torturés et pendus aux branches des arbres ; certains moururent, jetés depuis la plate-forme de la caserne. Rien ne retenait la vénerie assassine de Rio Chavia, de Pérez Chaumont, encouragés par Batista en personne.

Marcos Martí fut le dernier martyr. Lorsque les soldats le trouvèrent dans une cave près de Siboney, il était en compagnie de Ciro Redondo. Un tir dans le dos suivi de plusieurs tirs le laissèrent sans vie au bord de la route. Ciro fut amené devant le sanguinaire Pérez Chaumont, qui s'exclama en le voyant : "Et pourquoi m'avez-vous amené celui-là?". A la fin du massacre, le chiffre des morts "au combat" se montait à plus de soixante.

Fidel Castro et les hommes qui le suivaient prirent la direction de la montagne.

Notre but était de poursuivre la lutte dans la montagne au cas où échouerait l'attaque du régiment. J'ai pu réunir une autre fois à Siboney le tiers de nos forces ; mais beaucoup étaient découragés. Vingt décidèrent de se présenter. Nous verrons aussi ce qui se produisit avec eux. Le reste, soit 18 hommes, avec les armes et les munitions qui restaient, me suivit dans la montagne. Le terrain était totalement inconnu pour nous. Pendant une semaine, nous occupâmes la partie élevée de la cordillère de la Gran Piedra et l'Armée occupa le bas. Nous ne pouvions pas descendre et les autres ne se décidèrent pas à monter. Ce ne furent pas les armes mais la faim et la soif qui vinrent à bout de notre résistance. Je dus répartir les hommes en petits groupes. Certains parvinrent à s'infiltrer dans les lignes de l'Armée ; d'autres furent présentés par Monseigneur Pérez Serantes. Lorsque nous ne fûmes plus que trois, José Suárez, Oscar Alcalde et moi, complètement exténués tous les trois, nous fûmes surpris, endormis, au matin du samedi premier août, par un groupe de soldats commandé par le Lieutenant Sarria. La tuerie des prisonniers avait cessé par suite de la réaction qu'elle provoqua et cet officier, homme d'honneur, empêcha que quelques spadassins nous assassinent en plein champ les mains liées" (L'Histoire m'acquittera).

Nous avons l'appui du peuple

Déjà au procès, répondant aux questions du Procureur, Fidel Castro put créer dans l'histoire les idéaux qui soutenaient le groupe héroïque pour atteindre avec succès la magnifique action qui débuta ce matin du 26 juillet ...

- Vous aviez l'aide d'un ou quelques membres de l'actuel Gouvernement pour le triomphe de votre plan?
- Nous ne comptions que sur notre propre effort et sur l'aide de tout le peuple de Cuba, que nous aurions pu obtenir si nous avions pu communiquer avec lui au moyen de la radio. La possibilité d'aide de la part d'un personnage quelconque, civil ou militaire, du régime, est absolument invraisemblable.
- Alors vous ne comptiez que sur le peuple?
- Oui, sur le peuple. Je crois au peuple. Le peuple aurait répondu avec fermeté si nous étions parvenus à entrer en contact avec lui. Notre plan consistait à prendre Moncada et immédiatement après à propager par toutes les chaînes de radio de la ville le dernier discours de Chibas qu'il a intitulé : "LE DERNIER COUP DE HEURTOIR". Nous aurions lu notre programme révolutionnaire au peuple de Cuba ; notre déclaration de principes renferme les élans de plusieurs générations de Cubains. A cette occasion tous les leaders de l'opposition nous auraient donné leur appui, s'incorporant au mouvement dans toute la République. Avec tout le peuple uni nous aurions vaincu le régime de facto.
- Dites-moi, jeune homme, sur quel prestige politique comptiez-vous pour croire qu'un peuple entier épouserait votre cause et plus, un peuple aussi incrédule et aussi souvent trompé que celui de Cuba?
- Sur le même prestige que celui sur lequel comptait le petit avocat Carlos Manuel de Céspedes ... lorsqu'il lança le Cri de Yara. Sur le même prestige que celui sur lequel comptait le muletier mulâtre, Antonio Maceo, lorsqu'il prit le maquis rédempteur.

Le Manifeste de Moncada

Le 23 juillet 1953, trois jours avant l'attaque, les jeunes révolutionnaires achevaient le programme du Gouvernement, qu'ils intitulèrent : "Manifeste des Révolutionnaires de Moncada à la Nation".

Le document historique commençait ainsi : "Le triomphe de la Révolution Cubaine repose sur la honte des hommes de Cuba".

Ensuite, il déclarait inachevée la Révolution commencée par Céspedes et le triomphe cette année-là d'un "cycle historique" ou s'entremêlent les luttes pour la liberté politique et économique; "le procès funeste des interventions étrangères" et "la lutte des bons Cubains pour faire une Cuba meilleure".

"Au nom des luttes incessantes qui ont marqué les sommets de gloire dans l'Histoire de Cuba, la révolution nouvelle apparaît, riche en hommes sans tache, pour renouveler d'un seul coup et pour toujours la situation insupportable créée par les ambitieux et les

profiteurs, accrochée aux racines du sentiment national cubain, à la prédication de ses hommes les plus grands et enlacée au drapeau de l'étoile solitaire, elle déclare devant l'honneur et la honte du peuple :

- 1°) Surgissant des couches les plus ingénues de la valeur créole, la révolution naît dans l'âme du peuple cubain, riche de l'avant-garde d'une jeunesse avide d'une Cuba nouvelle, débarrassée des erreurs passées et des ambitions mesquines, la Révolution née d'hommes nouveaux et de procédés nouveaux, préparée avec la patience, le courage et l'abnégation de ceux qui consacrent leur vie à un idéal
- 2°) La Révolution se déclare libre de tout lien avec des nations étrangères et libre d'influences, ainsi que d'appétits politiques et personnels propres. Les hommes qui l'ont organisée et qui la représentent signent un pacte avec la volonté sacrée du peuple pour conquérir l'avenir qu'il mérite ; la révolution est la lutte décisive d'un peuple contre tous ceux qui l'ont trompé.

"Lorsque nous parlons du peuple, nous n'entendons pas par là les secteurs aisés et conservateurs de la nation, ceux qui se réjouissent à l'idée d'un régime d'oppression, n'importe quelle dictature, n'importe quel despotisme, se prosternant devant le maître du moment, jusqu'à se rompre le front sur le sol. Nous entendons par peuple, lorsque nous parlons de lutte, la grande masse irréductible, celle à qui tous offrent quelque chose, celle que tous trompent et trahissent, celle qui crée une patrie meilleure, plus digne et plus juste. Celle qui est mue par des inquiétudes ancestrales de justice du fait d'avoir souffert de l'injustice et de la moquerie, génération après génération, celle qui convoitait de grandes et savantes transformations de tous ordres, disposée à donner pour l'obtenir, lorsqu'elle croiera en quelque chose ou en quelqu'un - surtout lorsqu'elle croiera suffisamment en elle-même - jusqu'à la dernière goutte de sang. La première condition de sincérité et de bonne foi dans un but, est de faire précisément ce que personne ne fait, c'est-à-dire parler avec clarté et sans peur. Les démagogues et les politiques de profession obtiennent le miracle d'être bien en tout et avec tous, trompant avec nécessité tous en tout. Les révolutionnaires doivent proclamer leurs idées avec courage, définir leurs principes et exprimer leurs intentions pour que personne ne soit trompé, ni ennemi, ni amis".

"Nous appelons peuple, s'il s'agit de lutte, les six cent mille Cubains qui sont sans travail, désirant gagner leur pain honnêtement sans avoir à émigrer pour trouver leur nourriture ; les cinq cent mille ouvriers de la campagne qui habitent dans les cases misérables, qui travaillent quatre mois par an et ont faim tout le reste de l'année, partageant leur misère avec leurs enfants ; ceux qui n'ont pas un pouce de terre à ensemercer et dont l'existence devrait attirer plus de compassion s'il n'y avait pas tant de coeurs de pierre ; les quatre cent mille ouvriers de l'industrie, les terrassiers à qui les retraites sont défalquées, à qui on enlève tout ce qu'ils ont, dont les demeures sont les bidonvilles infernaux, dont les salaires passent des mains du patron à celles de l'usurier, dont l'avenir est la diminution et le licenciement, dont la vie est le travail à perpétuité et dont le repos est la tombe ; les cent mille petits agriculteurs qui vivent et meurent en travaillant une terre qui n'est pas leur, la contemplant toujours tristement comme

Moïse la terre promise, pour enfin mourir sans arriver jamais à la posséder, qui doivent donner contre leurs parcelles - comme les serfs du moyen-âge - une partie de leurs produits, qui ne peuvent ni l'aimer, ni l'améliorer, ni l'embellir, ni planter un cèdre ou un oranger car ils ne savent pas si un jour il ne viendra pas un huissier avec la garde rurale leur dire qu'ils doivent s'en aller ; les trente mille instituteurs et professeurs dont l'abnégation est si grande, qui se sacrifient pour un meilleur destin des futures générations et qui sont si maltraités et si mal payés ; les vingt mille petits commerçants, endettés, ruinés par la crise et achevés par une plaie de fonctionnaires flibustiers et vénaux ; les dix mille jeunes professionnels : médecins, ingénieurs, avocats, vétérinaires, pédagogues, dentistes, pharmaciens, journalistes, peintres, sculpteurs, etc ... qui sortent de l'école avec leurs diplômes, désireux de lutter et pleins d'espoir, pour finir par se trouver dans une impasse, et où toutes les portes leur sont fermées, sourdes aux clameurs et aux supplications. C'est ça le peuple, celui qui subit tous les malheurs et qui cependant est capable de se battre avec beaucoup de courage!" (L'Histoire m'acquittera).

Présence du 26 juillet

"L'attaque de la caserne Moncada fut la réplique énergique et digne au 10 mars. La réplique décidée à ce Gouvernement instauré par la force des baïonnettes. Et ce fut la réponse qui, une fois surmontés les premiers revers, une fois surmontées les déficiences, une fois surmontée l'inexpérience, rendit possible la destruction d'une armée moderne, malgré toute une série de théories selon lesquelles le peuple ne pouvait lutter contre cette force. Elle rendit possible ce qui était impossible, mais ce ne fut pas un miracle. Ce qui s'est produit à Cuba ne fut pas un miracle".

"La caserne Moncada ne tomba pas. Des facteurs imprévus firent échouer l'essai d'occupation de la forteresse, des facteurs impondérables. Ceci aurait pu être un coup très dur pour nous, pour notre conviction et notre foi ; cela a peut-être renforcé l'opinion de ceux qui affirmaient qu'il n'était pas possible de lutter contre l'armée de Batista. Cela a peut-être pu renforcer l'opinion des politiciens et les arguments de ces derniers en faveur des combinaisons électorales où le peuple n'obtient jamais rien. Cependant, notre foi demeura immuable : c'était la bonne voie. Nous nous mêmes de nouveau au travail avec plus d'expérience pour mener à bien cette lutte".

"Lorsque nous débarquâmes du "Gramma", à 82 hommes, l'inexpérience nous trahit encore, notre manque de maturité en tant que combattants nous trahit de nouveau et un autre revers ébranla notre effort et notre force expéditionnaire - organisée et préparée au prix de grands efforts et de grands sacrifices - qui fut virtuellement dispersée et anéantie.

Toujours le peuple

"Cela aurait pu porter un rude coup à notre foi et à notre conviction, mais notre foi et notre conviction furent inaltérables. Nous pensions que c'était la bonne voie et, enfin, l'histoire et les faits, la réalité et la vie, se chargèrent de démontrer que c'était la bonne voie!"

"Et ceux qui, un jour, se virent encerclés dans les can-

naies, en nombre si réduit qu'on pouvait les compter sur les doigts d'une seule main, ont vécu ces dix ans de révolution et de lutte, vous parlent aujourd'hui et se trouvent face à un peuple entier comme celui-ci, un peuple formidable comme celui-ci - qui est, à son tour, le forgeron et le produit de la révolution - comment ne pouvons-nous ressentir au fond de nos âmes la conviction et la foi que pour les peuples il y a toujours une issue, que pour les peuples opprimés il y a toujours une solution?"

"Ce chemin ne s'ouvre pas seul ; il faut que les combattants révolutionnaires l'ouvrent. Il y a une façon de l'ouvrir, qui consiste à dire : nous devons nous frayer ce chemin ! et il y a une façon de ne jamais ouvrir le chemin : c'est de dire : nous ne voulons pas nous frayer de chemin!"

"Dans beaucoup de pays d'Amérique Latine, les conditions pré-révolutionnaires sont incomparablement supérieures à celles qui existaient dans notre pays ; il y a des pays d'Amérique Latine, mis à sac par les monopoles et les oligarchies, où des masses affamées et désespérées attendent la brèche qui leur permettra de surgir dans l'histoire".

"Le devoir des révolutionnaires est d'ouvrir la brèche ; le devoir du révolutionnaire n'est pas seulement d'étudier la théorie. Le devoir des révolutionnaires ne consiste pas à se bourrer le crâne de connaissances théoriques, loin des réalités pratiques de la révolution ; le devoir des révolutionnaires ne consiste pas seulement à apprendre, connaître et sentir la conviction d'une conception de la vie, de l'histoire et de la société révolutionnaire, mais il consiste aussi en la conception d'un chemin, d'une tactique, d'une stratégie qui la conduise au triomphe de ses idées" (Discours du Xème Anniversaire).

ECONOMIE CUBAINE I : JUSQU'A 1934

Les changements intervenus dans l'économie de Cuba s'étendent tout au long des quatre siècles qui nous séparent du moment où Colomb découvre l'Amérique. Ce n'est pas une histoire très complexe, mais plutôt une grande ligne d'évolution qui, à tout moment, reflète le caractère opprimé de l'économie. Dans la première phase, qui s'achève en 1790, le lent progrès de la production est lié au rare et - à cette époque - déclinant capitalisme espagnol. Dans la deuxième phase (1790-1886), un accroissement accéléré de l'industrie sucrière se fait sent avec la période immédiate de dépérissement et décomposition du système esclavagiste de travail qui s'achève avec l'abolition de l'esclavage. Pendant les 100 années mentionnées, l'histoire de Cuba reflète le processus de développement capitaliste qui apparaît dans certains pays d'Europe et aux Etats-Unis. Enfin, la troisième phase, qui s'étend jusqu'au 31 décembre 1958, constitue l'étape de la domination impérialiste, contre laquelle se soulève actuellement l'effort créateur du peuple cubain après la construction d'une économie puissante, variée et efficace.

Pendant la première phase (1510-1790), les besoins de l'expansion colonialiste espagnole et ceux des intérêts marchands du

capitalisme qui surgissait, annonçaient le début d'une série d'activités industrielles, dont certaines se transformeront, avec la marche des siècles, en éléments caractéristiques de l'économie coloniale cubaine. Au XVIème siècle, le premier de la domination espagnole, apparaissent, avec un degré différent d'intensité, l'élevage de bétail, lié alors à la première manifestation de latifundisme agraire, qui servira de base à un important commerce de cuirs, l'industrie du cuivre ; c'est un produit qui s'exporte dans une certaine proportion vers l'Espagne et que l'on utilise également à Cuba pour la fonte de pièces d'artillerie et d'appareils (chaudières, chaudrons) destinés à l'industrie sucrière de l'époque, les constructions navales, qui ont subi de nombreuses alternatives car elles dépendaient directement de l'intérêt et de la capacité d'organisation et de financement de l'Etat espagnol ; enfin, l'industrie sucrière fut créée ; elle fut comme retenue dans sa marche progressive du fait de la stagnation du développement capitaliste de l'Espagne et de la naissance des grands centres sucriers des Antilles Françaises et Anglaises.

L'exploitation de la terre débute et l'on constitue de grandes fermes, véritables latifundia consacrées à l'élevage. Il s'agissait de troupeaux et de basses-cours qui, dans certaines zones, durèrent jusqu'au 19ème siècle et dont la forme et les limites circulaires se voient encore lorsque l'on prend des photographies aériennes de notre territoire. L'agriculture non commerciale, celle qui ne se consacrait pas à des produits exportables, était réalisée dans des petits terrains proches des villes. La culture du tabac, qui est la base de cet important commerce et une industrie limitée de fabrication de poudre de tabac ou râpé, n'acquiert de la valeur qu'après 1600.

Les conditions de développement général du capitalisme déterminèrent alors que l'industrie coloniale ne pouvait acquérir une maturité suffisante. Dans le cas du cuivre, par exemple, l'accroissement de la métallurgie en Europe poussa la production coloniale à cesser toute activité face à un concurrent dont la capacité financière et les possibilités de progrès techniques étaient beaucoup plus importantes. D'autre part, l'union des grands intérêts métallurgiques de l'époque avec le capitalisme bancaire conduisit certaines zones européennes à se détacher comme productrices de cuivre face à d'autres qui se transformèrent en consommateurs du même produit. Les constructions navales coloniales subirent de semblables difficultés, du fait que le développement du capitalisme dans son étape mercantile (XVIème et XVIIème siècles) détermina l'organisation en Europe d'une industrie protégée par l'Etat qui avait alors besoin d'une marine marchande importante, ainsi que d'une marine de guerre, pour soutenir les conflits permanents commerciaux et bellicistes qui caractérisaient la phase commerçante du développement de l'Angleterre, de la France et de la Hollande.

Sucre et tabac

La seconde étape, se situant de 1790 à 1886, se caractérise par l'expansion de l'industrie sucrière, destinée à satisfaire les marchés de consommation européens et nord-américains, dont l'accroissement est le résultat de l'apparition du capitalisme industriel. D'autre part, dans l'industrie sucrière de Cuba, sont appliquées pendant la première moitié du XIXème siècle certaines des innovations techniques décisives qui furent introduites en Europe pendant le processus de la Révolution Industrielle, ce qui contribua à ac-

centuer la prédominance de l'industrie sucrière dans l'économie coloniale et à l'éloigner progressivement, sur le plan financier et technique, des autres activités industrielles. Tout ceci se traduisait par l'acquisition décisive d'un grand pouvoir politique et social de la part des propriétaires terriens sucriers. Déjà certaines des industries créées pendant le premier siècle avaient disparu (industrie minière, constructions navales) et l'élevage céda ses terres - tout au moins dans la région occidentale du pays - sous la poussée entraînant des cannaies. Cependant, la profondeur du développement sucrier détermina l'apparition d'autres activités, telle que la construction de chemins de fer, qui était également le résultat technique de la révolution industrielle européenne. L'industrie métallurgique destinée à la réparation et à la construction de pièces pour les machines est de même origine.

Dans cette étape s'organise l'industrie du tabac dans ses deux branches modernes : fabrication de cigarettes et de cigares. Dans la première intervient la mécanisation de type capitaliste depuis 1853. L'industrie des cigares se fait dans des ateliers, dont l'importance varie avec le succès d'une marque sur le marché, employant des travailleurs libres et des apprentis employés sous contrat.

La coïncidence du développement financier et technique de l'industrie sucrière, de l'industrie du tabac et des chemins de fer se reflète dans un processus de concentration qui annonçait, dans les conditions du régime d'esclavage du travail, la possibilité d'un développement capitaliste futur d'une ampleur appréciable. Le fait que certains entrepreneurs de l'époque, outre qu'ils étaient propriétaires de plusieurs machines, étaient également propriétaires ou premiers actionnaires dans certaines compagnies de chemins de fer et banques et que la production de tabac était chaque fois plus dominante pour un petit groupe de "marquistas" ou propriétaires de marques importantes, suppose un processus de maturité financière qui, en un sens, était en contradiction avec le régime d'esclavage du travail ainsi qu'avec le réseau d'intérêts internationaux qui, bien des années plus tard, devaient constituer le capitalisme monopolisateur. Ce dernier devait anéantir, sans égard aucun, les possibilités de développement ultérieur de l'économie cubaine.

Le capital étranger devait s'emparer plus tard des activités industrielles qui, à peine commencées dans la seconde moitié du XIXème siècle, devaient caractériser le développement capitaliste ultérieur : fabrication de gaz d'allumage, raffinage de minéraux combustibles et électricité.

Lorsque fut aboli l'esclavage en 1886, les investissements directs étrangers apparaissent dans l'économie cubaine. A cette date, de nombreuses machines appartenaient à des compagnies nord-américaines ; certaines compagnies minières également.

Dès ce moment et de plus en plus, la production sucrière se réduit à la fourniture de sucre non raffiné pour le trust de raffinage de sucre nord-américain (American Sugar Refining Company). Lesdits intérêts monopolisateurs prétendaient dominer politiquement notre territoire pour favoriser leurs intérêts économiques. D'où l'attitude du gouvernement nord-américain vis-à-vis de Cuba à s'orienter de manière à provoquer, à ce moment, le rejet du pouvoir colonial espagnol. Ce changement de politique conduit à l'intervention américaine dans la guerre de libération de Cuba de 1895 et à

l'ultérieure Occupation Militaire (1898-1902). De cette façon, la domination économique qui débutait avec les investissements est aidée par la domination politique qui, face à la résistance d'un nombre incalculable de patriotes, fut consacrée par l'Amendement Platt (1901).

A partir de ce moment-là, l'industrialisation de Cuba suit la ligne tracée par les intérêts étrangers qui, jusqu'en 1934, essayaient d'obtenir de Cuba le sucre brut et, occasionnellement, des minerais métalliques, destinés aux programmes d'armement ou à satisfaire les besoins des grands consortiums sidérurgiques, comme celui de la Bethlehem. En échange de ces achats de produits de base cubains, Cuba se voyait obligée, au moyen du Traité de Réciprocité (1903), d'importer des milliers d'articles industriels fabriqués aux Etats-Unis. Naturellement, l'industrie cubaine ne pouvait concurrencer l'industrie étrangère ; de plus, la banque nord-américaine établie à Cuba accorderait seulement des facilités de financement aux activités industrielles telles que celles du sucre, du tabac, les minerais ou les chemins de fer, qui intéressaient le capitalisme des Etats-Unis. L'industrialisation de Cuba depuis 1886 se caractérisait donc par l'hypertrophie d'une branche de production et le ralentissement du développement industriel dans les autres branches.

Après la Première Guerre Mondiale, les marchés internationaux de sucre subirent des changements importants qui se répercutèrent à Cuba de 1920 à 1933 et, par ailleurs, l'industrie sucrière se développa aux Etats-Unis mêmes, au détriment de la production obtenue à Cuba. Vinrent alors les années de la grave crise économique de 1929 à 1933 et les exportations de sucre de Cuba vers les Etats-Unis commencèrent à décliner de façon constante, en raison du système de contingents établi à cette époque (1934).

Le latifundisme de la canne fait son apparition

La prédominance progressive de la production de sucre détermina l'apparition des latifundia de la canne. Des milliers de caballerias (1 caballeria = 13,4 ha.) de terre des plus riches et des mieux situées tombèrent entre les mains des grandes compagnies étrangères et nationales. Les conditions de travail et de vie en général dans ce domaine allèrent par conséquent en empirant durant les vingt premières années du XXème siècle.

Pendant les années qui précèdent la crise, Cuba fournissait près de 50 % de la consommation de sucre des Etats-Unis ; avec le système des contingents, cette participation allait se réduire à 28,30 %. De plus, le système était conçu de telle façon que les augmentations de consommation et les manques d'approvisionnements de sucre étaient principalement bénéfiques pour l'industrie sucrière nord-américaine et à d'autres fournisseurs plutôt qu'à Cuba.

A Cuba, s'affermir alors avec beaucoup de clarté, au sein du Mouvement Révolutionnaire - postérieurement à 1923 - la conscience du développement économique. Le premier essai d'industrialisation diversifiée fut réalisé par le Gouvernement dictatorial de Machado, qui prétendait démagogiquement représenter la bourgeoisie nationaliste et qui, dans ce rôle historique, eut à faire face au Mouvement Révolutionnaire National qui atteint son point culminant en 1933. Les réformes douanières de la dictature (1927) ne parvinrent pas à stimuler un développement découlant du renforce-

ment d'activités industrielles dérivées de l'élevage et l'installation de quelques usines, telles que la chaussure, qui avaient un marché intérieur assez important.

Lors de la chute de Machado, dans laquelle intervinrent des forces puissantes économiques et politiques nord-américaines, dans le but d'enlever la victoire au peuple, l'accord commercial de 1934 ouvrit plus grandes aux produits industriels nord-américains les portes du marché cubain et une bonne partie de l'industrie nationale existante fut liquidée ou ralentie dans sa marche progressive.

Une nouvelle période commence alors, caractérisée par l'aggravation des conditions économiques semi-coloniales. Si nous développons ces thèmes dans la seconde partie de cet essai, nous devons indiquer que l'économie de Cuba se heurte, à partir de ce moment-là, à trois questions de base : ralentissement de l'industrie sucrière, renforcement du latifundisme, rythme de développement très bas pour le pays, dont la population a pratiquement doublé en trente ans (1925-1955.)

ECONOMIE CUBAINE II : DE 1934 à 1950

Dans l'article précédent, nous parlions de 1934 comme d'une date importante pour l'évolution économique de la République. En cette année, se manifestent clairement le caractère et les conséquences de l'assujettissement de Cuba aux investissements nord-américains. A ce point de vue, on pourrait la considérer comme une époque très révélatrice. Que se passe-t-il? En premier lieu, le Congrès nord-américain approuve la Loi Costigan-Jones (9 mai 1934) ; de plus, un accord commercial fut signé avec les Etats-Unis, le 24 août 1934, qui modifia les aspects tarifs douaniers du Traité de Réciprocité de 1903. Examinons le premier.

La Loi Costigan-Jones établissait un système de contingents d'importation de sucre vers les Etats-Unis, répartissant entre les divers fournisseurs, sur des bases proportionnelles, la totalité de la consommation de sucre du pays. Conformément aux termes de cette loi, Cuba fournirait au marché nord-américain 28 à 30 % de ses besoins en sucre. Rien n'indique que pendant la Deuxième Guerre Mondiale et du fait de la guerre de Corée, cette proportion de sucre allait augmenter car en 1950 elle commença à décliner progressivement conformément à ladite Loi et aux lois postérieures qui la modifièrent, restreignant davantage encore l'importation de sucre de Cuba vers les Etats-Unis. Cela veut dire qu'à partir de l'implantation du système de contingent, il y a une franche tendance à maintenir à un niveau bas la participation de sucre de Cuba dans la consommation nord-américaine. Cette politique restrictive entraînait en contradiction avec ce qui s'était produit antérieurement étant donné que de 1906 à 1930 Cuba avait fourni aux Etats-Unis 40 % environ du sucre dont ils avaient besoin et même jusqu'à 56 %. En 1934 et plus tard, on dit que le contingent évitait les violentes alternatives qui se produisaient dans le commerce du sucre du fait de l'influence de faits ou de mécanismes économiques externes. Ceci est une explication opportuniste d'une tendance

historique nord-américaine ; à ce point de vue, la réduction progressive de la participation de Cuba au marché du sucre nord-américain revêt un caractère essentiel ; c'est le résultat de la politique impérialiste qui consiste à investir dans une zone jusqu'à ce qu'il leur plaise de dévier les investissements vers d'autres zones.

Ce caractère essentiel de la crise sucrière cubaine se manifesta vers 1911-1913, années pendant lesquelles, pour la première fois, Cuba se retrouva avec des excédents de sucre non vendus car les récoltes dépassaient la quantité du produit qu'achetaient les Etats-Unis à ce moment-là. Dans ces circonstances, une nouvelle situation se présentait : ou trouver de nouveaux marchés pour l'excédent, lequel, étant donné la croissante capacité productive installée tendait à augmenter, ou diminuer la production, en la limitant aux quantités de produit dont les Etats-Unis avaient besoin. Cette première phase (1911-1913) de la crise essentielle de l'industrie cubaine du sucre passa inaperçue du fait de la Première Guerre Mondiale car il devint nécessaire de fournir du sucre, principalement à l'Europe, où les opérations militaires et la mobilisation générale provoquèrent une chute de la production. Pendant la Première Guerre Mondiale, le capitalisme monopolisateur nord-américain intensifia ses investissements, tant sur le territoire des Etats-Unis qu'aux Philippines, en Hawaï et à Porto Rico. Cela veut dire que les investissements s'orientèrent vers le développement d'autres zones également productrices de sucre.

La Loi sur les Contingents de 1934 entraîna une situation qui ne pouvait que signifier le ralentissement de l'économie de Cuba. Jusqu'alors, le développement économique du pays avait consisté en l'accroissement de la production et du commerce du sucre. A partir de ce moment-là, cette tendance devait être paralysée. L'alternative suivante se présentait : ou l'on essayait de maintenir l'accroissement de la production, ou l'on créait des industries capables de compenser le déficit qui, sur l'activité économique et sur les recettes du pays provoquait le ralentissement de la production et du commerce de sucre. Pendant la grande dépression du système capitaliste de 1929 à 1933, les niveaux de l'activité générale du pays furent plus bas que ceux de 1913. L'économie cubaine devait sortir définitivement affectée de cette dramatique crise. C'est pourquoi il est très important d'analyser ce qui se produisit de 1933 à 1934.

Sucre et chômage

D'une part, la population s'accroissait sans cesse. En 1925, Cuba avait 3.325.000 habitants et en 1958, 6.300.000, ce qui signifie qu'elle avait presque doublé. Mais l'accroissement principal de l'économie était ralenti, c'est-à-dire l'augmentation du sucre ; l'accroissement de la population détermina un accroissement parallèle du chômage permanent. D'autre part, il convient de tenir compte du fait que l'industrie sucrière, sous l'influence des énormes investissements nord-américains reposait sur le latifundisme et que celui-ci, même lorsque la production et le commerce diminuaient, demeurait identique, écartant les possibilités d'un développement agricole plus harmonieux.

Le recensement agricole de 1945 reflète exactement la situation agraire : 4.423 fermes dépassant 30 caballerias occupaient 56,89 % de la superficie totale en propriétés ; le reste, soit

43,11 % était distribué entre plus de 150.000 caballerias de terre sur un total estimé par le territoire national à 850.000 caballerias. Selon le recensement de bétail de 1953, il y avait à Cuba près de 90.000 propriétés d'élevage ; 2.817 de ces propriétés, comptant chacune plus de 250 têtes de bétail, contrôlaient 42,2 % du total des boeufs. 40 entreprises d'élevage disposaient de 73.900 caballerias de terre. Nous ne possédons pas de renseignements sur le latifundisme du riz qui se développa après la Seconde Guerre Mondiale ; mais les renseignements fournis jusqu'à présent révèlent que loin de diminuer, le caractère latifundiaire de l'économie agraire cubaine se renforce à partir de 1934. La propagande inspirée par les intérêts nord-américains et les propriétaires sucriers cubains détruisit la thèse selon laquelle avec la crise de l'industrie sucrière, le latifundisme était ralenti et commençait même à disparaître. Dans quelques cas, certaines sucreries acquirent plus de terres à des compagnies agricoles créées à cet effet ou à de gros colons, véritables imprésari capitalistes, de telle sorte que le changement consista en une modification superficielle du latifundisme.

Cette situation agraire déterminait que la crise de la structure économique opprimée de Cuba se faisait sentir avec plus d'acuité à la campagne, dans les zones rurales. Pour la grande masse de la population rurale, la terre n'était pas seulement contrôlée par de grosses compagnies et des imprésari du sucre, de l'élevage et de la culture du riz mais, de plus, l'industrie sucrière en raison de la diminution de la production et du commerce faisait baisser les jours de récolte : avant 1929, les récoltes duraient environ 120 jours : plus tard, elles devaient durer moins de 100 jours, sauf pour de très rares années et, parfois, ne donnèrent de travail que pour 60 jours. Ce qui veut dire qu'un demi-million d'hommes employés dans l'industrie sucrière n'avait pas de travail permanent sauf dans quelques zones où, une fois terminés les travaux de la récolte, une partie d'entre eux pouvait aider à d'autres récoltes agricoles.

Différences entre la campagne et la ville

Cependant, à partir de 1934, il y eut ce que nous pourrions appeler un développement économique verbaliste, basé sur le fait que dans certaines zones urbaines, par exemple, La Havane, se créèrent certaines industries et que le niveau de vie des travailleurs employés s'était amélioré par rapport à la période antérieure. Cette amélioration de la situation des travailleurs employés était due aux grandes luttes syndicales développées depuis 1927, c'est-à-dire qu'elle n'était pas le résultat d'un développement économique de compensation de la crise sucrière et même en admettant un développement quelconque, ce dernier n'était pas la raison essentielle de cette amélioration de la situation des travailleurs employés. Une différence très notable entre la ville et la campagne était ainsi créée. Ceux qui observaient superficiellement la situation présentaient les faits comme si tout le pays avait les conditions de vie spécialement créées à La Havane. D'autre part, la situation de misère de la campagne provoquait une émigration croissante vers les villes, dont le développement économique ne permettait pas d'absorber cette main-d'oeuvre en chômage, de sorte que ce dernier s'étendait dans tout le pays.

Les renseignements de l'emploi et du chômage à Cuba n'ont jamais été très exacts ; cependant, les plus approximatifs, établis

par des calculs en 1958, signalaient que 16,4 % du total de la force de travail était en permanence sans emploi. Par ailleurs, dans certains calculs, apparaissait la catégorie des hommes "employés sans rémunération", qui constituait alors 7 %, ce qui représente un total de 24 % de la force de travail sans emploi aucun. Si l'on ajoute à cela que 10,1 % de la force de travail était occupée seulement pendant une partie de l'année et que, par conséquent, son emploi était minime, il résulte que 34 % de la force de travail de Cuba était pratiquement réduite à la misère. Cette situation engendrait un profond mécontentement qui s'accroissait lorsque la classe ouvrière se voyait menacée par les projets des patrons de transformer les industries en appliquant des machines et des techniques modernes qui réduisaient la main-d'oeuvre. De ce fait, dans beaucoup de centrales sucrières, la réduction des jours de travail était due, dans une certaine mesure, à l'intensification de certains travaux, ce qui donna naissance à certaines grandes luttes des ouvriers du sucre ; cela, dans le langage courant, devait s'appeler "surproduction", ce qui équivalait au concept de la plus-value relative.

La situation se présentant ainsi : accroissement de la production sucrière paralysée, excédents de sucre devant être vendus sur le marché mondial, latifundisme renforcé, chômage en augmentation progressive, les solutions requises devaient être appliquées énergiquement. Le fait que le développement économique était très lent supposait la nécessité d'établir un rythme accéléré, sinon la crise de l'économie cubaine allait continuer de s'accroître.

Le sucre se réduit

Vers 1950, Cuba aurait dû produire et avoir vendu régulièrement 7 millions de tonnes de sucre environ pour maintenir le rythme de production requis par rapport à l'accroissement de la population. Mais les gros intérêts sucriers étrangers et nationaux empêchaient cette éventualité. Ils l'empêchaient, parce qu'ils jouaient toujours à la hausse des prix et leur politique pour obtenir des prix plus élevés consistait à restreindre la production. Cependant, pendant tout le temps du monde capitaliste et colonial, il y eut d'énormes masses d'hommes affamés de sucre ; il existait un marché. Ce marché était restreint par les conditions elles-mêmes du système capitaliste et par la politique des prix spéculatifs élevés. En supposant qu'il y ait eu des récoltes de 7 millions de tonnes, la question de la vente du sucre dépassant le contingent des Etats-Unis se posait. Cuba pouvait-elle négocier cette vente avec d'autres pays? Non, naturellement, ou en tout cas, les possibilités étaient pratiquement nulles.

Examinons les raisons.

Comme conséquence du Traité de Réciprocité de 1903, Cuba avait ouvert son marché d'importation aux produits nord-américains qui remplacèrent progressivement les produits similaires qui provenaient des autres pays. En 1934, un Accord fut signé qui accentuait cette intensification nord-américaine dans le marché d'importation de Cuba. De cette façon, pendant la période de la "République Intervenue", la consommation de Cuba tomba chaque fois davantage aux mains des exportateurs nord-américains de telle sorte que, pour certaines années, les importations d'articles produits aux Etats-Unis atteignirent jusqu'à 84 % du volume total des importations.

Cela veut dire que pour vendre son sucre, Cuba ne disposait pas d'un marché d'importation suffisamment libre pour intéresser les pays acheteurs de sucre. Il n'y avait pas de possibilité réelle d'établir des accords durables avec des pays qui étaient disposés à acheter du sucre mais qui, en même temps, ne pouvaient vendre à Cuba des produits dont celle-ci avait besoin, étant donné que les articles similaires en provenance des Etats-Unis bénéficiaient de gros avantages sur le plan tarifs douaniers (douane préférentielle) et jouissaient, de plus, d'autres facilités.

Du fait de cette situation, il convenait d'appliquer une politique énergique de libre commerce. Cette politique n'était pas possible dans les conditions de l'époque car la domination économique nord-américaine l'empêchait ; les Gouvernements ne pouvaient pas appliquer une politique commerciale qui, d'une part, serait opposée à l'attitude des groupes étrangers et nationaux dominants, partisans de la restriction de la production et de la vente presque exclusive aux Etats-Unis, et, d'autre part, allait à l'encontre des intérêts des exportateurs nord-américains qui dominaient notre marché d'importation. Ces gouvernements arrivaient au pouvoir avec le consentement des intérêts étrangers et nationaux dominants et celui de la banque et des monopoles nord-américains : il était, par conséquent, impossible, de réaliser une politique adaptée aux intérêts du peuple.

La lutte populaire commence

A partir du moment où la lutte cubaine commence à se manifester de façon ferme contre la pénétration impérialiste, c'est-à-dire vers 1923, au sein du peuple cubain - y compris les travailleurs, la petite bourgeoisie et les secteurs de la bourgeoisie nationale qui ne s'occupaient pas de la culture et de la production d'articles exportables - la conscience du développement économique diversifié, comme on le désignait alors, s'accroît, en opposition à l'accroissement unilatéral ouvrier indépendant. Pendant les grandes batailles des années qui précèdent la chute de Machado en 1933 cette consigne de développement prend forme. Le dictateur Machado lui-même prétendait diriger un mouvement de la bourgeoisie nationale en faveur de la diversification des activités productives ; mais tout ceci se réduisit à l'implantation des tarifs douaniers de 1927 qui, en réalité, ne visaient pas les importations en provenance des Etats-Unis mais celles des autres pays, c'est-à-dire que cela n'affectait pas et ne changeait pas le principal facteur du sous-développement de Cuba. Après la chute de Machado les principaux intérêts impérialistes et les gouvernements bourgeois, ainsi que des organismes qui représentaient les classes dominantes (sucre, élevage ...) prétendirent s'emparer de cette consigne, se révélant comme des ennemis de la production presque exclusive de sucre. A la faveur de changements dans la politique de capitalisme monopolisateur nord-américain, on dit alors qu'il était nécessaire et possible de compter sur un capital privé étranger pour développer de nouvelles activités productives. Certains secteurs financiers nord-américains dépourvus du stimulant adéquat leur permettant d'investir des capitaux dans l'industrie sucrière prétendaient employer la consigne de développement pour créer et augmenter d'autres activités où ils pourraient obtenir des bénéfices très élevés. Cette politique d'un développement lent et limité sujet, par ailleurs, aux intérêts impérialistes qui jusqu'alors avaient empêché le développement national, ne pouvait, en aucune façon, changer les conditions de vie du peuple cubain : il ne put empêcher, à partir de 1950 que les éléments caractéristiques d'une nouvelle crise du sucre se manifestent.

ECONOMIE CUBAINE III :

- LA CRISE DE 1952-1958
- LA REVOLUTION.

Ainsi que pour la Première Guerre Mondiale, la Seconde Guerre masqua ou cacha les dérèglements les plus intimes de l'économie de Cuba car la production et les prix du sucre augmentèrent, ainsi que la production d'articles agricoles et industriels destinés au marché intérieur : cependant, une telle augmentation disparut progressivement, une fois achevées les préparations militaires.

Dans le cas du sucre, depuis 1952 se présentent les éléments caractéristiques d'une crise dont l'existence réelle, niée par les apologistes et les bénéficiaires du capitalisme est, cependant, la dernière raison de toutes les mesures appliquées par les Gouvernements, sous prétexte du développement du pays. Il conviendrait de souligner que dans ce domaine de crise, naquit et eut lieu le Coup du 10 mars 1952, de même qu'en 1927 le dictateur Machado organisa un Coup d'Etat "légal" dans le but d'affronter le mouvement populaire contre la crise. Disons tout de suite que les groupes économiquement dominants (capital étranger et capital national), tant en 1927 qu'en 1952, utilisaient comme principal mécanisme d'élimination de la crise la réduction maximum du niveau de vie des masses. Machado promit à cette époque que les grèves ne dépasseraient pas quelques heures ; Batista, de son côté, devait essayer de maintenir, moyennant la plus brutale des répressions, le programme anti-populaire, résumé dans le rapport de la Mission Truslow qui avait déjà commencé d'être appliqué par le Gouvernement de Prío.

La crise de 1952-1958

Nous allons analyser, dans ce troisième chapitre, les problèmes de la crise économique de Cuba à partir de 1952 et les solutions que l'on a essayé d'appliquer. A la différence de ce qui se produit pour la crise des années 1925-1953, nous possédons, quant à cette nouvelle étape, quelques éléments statistiques. Chaque crise de l'économie capitaliste de Cuba prenait naissance dans l'industrie et le commerce du sucre. Il en fut de même depuis 1952 en raison de la "surproduction", selon les déclarations officielles. Les indices de production de sucre, de ses prix, de la valeur de la récolte et du total des importations et exportations entre 1951 et 1955 sont très importants et tous font ressortir une chute significative ; il en allait de même également avec certains indices de consommation par habitant.

Précisons que dans ce cas, comme dans d'autres, le mot "surproduction" ne voulait pas dire que le sucre abondait mais que, en raison du pouvoir d'achat très bas de millions d'hommes dans le monde ou de combinaisons spéculatives et financières des grands monopoles et de compagnies sucrières, la production à un niveau déterminé de prix excédait les ventes possibles.

La lutte contre cette crise se caractérisa par l'application à outrance des contrôles restrictifs comme conséquence de la politique de hausse des prix, propres aux gros intérêts sucriers, principalement à ceux qui étaient le plus liés au régime dictato-

rial, c'est-à-dire, ceux qui avaient inspiré, appuyé et accueilli avec joie le coup réactionnaire du 10 mars. En avril 1952, pendant la période de récolte, la dictature annonça une restriction des ventes de sucre et la "ségrégation" d'un excédent. Cuba qui faisait partie de l'Accord Sucrier International de Londres demeura pratiquement avec l'excédent mondial (2.100.000 tonnes). Cuba répondait à la crise sucrière par la politique traditionnelle - les "ségréga-tions" "retenues" "réserves financières" et autres variantes de la politique de restriction se succédant les unes aux autres - par des quantités qui dépassaient encore en 1957 le million de tonnes. Il est important de signaler que malgré cela, on ne parvint pas à une augmentation ferme et substantielle des prix du produit, ce qui suppose l'échec de cette stratégie. Par ailleurs, la politique de restriction se refléta sur l'Accord mentionné ; il y eut des réunions au cours desquelles les représentants des groupes sucriers de Cuba acceptèrent une politique tendant à réduire la participation du pays dans le marché mondial.

Ceci est une des faces de la politique contre la crise ; l'autre est formée par l'application d'une politique financière d'état aventurière d'investissement et d'expansion du crédit public et privé. Comme résultat de cette orientation, surgit le fameux Plan de Développement Economique et Social (1954), qui fut précédé par le Plan de Travaux à charge de l'émission des Bons des Vétérans, Tribunaux et Oeuvres et par la Loi de 1953, dite de Stimulation Industrielle. En quoi consistait tout cela? Malgré tout ce que pouvait dire l'équipe officielle, tout ceci se réduisait à un Plan de Travaux Publics, la majeure partie d'entre eux non reproductifs (bâti-ments de l'Etat, rues et avenues urbaines, etc ...) Dans une petite mesure, ce Plan s'occupait également d'activités propres à un déve-loppement économique direct. Il faut noter que pendant ces années l'unique instrument d'état de développement, c'est-à-dire le Banco de Fomento Agrícola e Industrial de Cuba (BANFAIC) se maintint avec une politique de freinage du crédit qui contrastait avec la libéralité des financements somptuaires et improductifs réalisés par d'autres agences d'Etat, telles que la Banque de Développement Economique et Social (BANDES) et la Banque de Commerce Extérieur (BANDEX). Les travaux publics avaient, pour les profiteurs au pouvoir, un avantage : avec eux, ils pouvaient réaliser des fraudes continuelles car les bénéfiques oscillaient entre 60 et 100 % de la valeur réelle de l'oeuvre et, de plus, parce que leur mécanisme d'exécution permettait la distribution périodique de la part correspondant à chacun dans l'affaire : entrepreneur, fonctionnaire, politicien ou autorité. D'où la préférence du régime de Batista pour ce genre d'investissement sur d'autres régimes où de semblables fraudes se produisirent.

L'ampleur du programme de "développement" peut être estimée à 500.000.000 de \$ qui furent employés en 1955 et 1958.

Cette fabuleuse somme d'argent, lancée sur le pays, eut naturellement des conséquences économiques. C'est pourquoi les résultats de la politique de compensation de la crise furent visibles après 1955, particulièrement à partir de 1956. En premier lieu, il est logique que se produise une hausse de la recette nationale qui, ne dépendant pas d'une expansion des activités sucrières, fut inter-prétée par les commentateurs de l'époque comme le symptôme d'un dé-veloppement équilibré.

Les bénéfices étrangers augmentent

Il y eut une augmentation de travail qui se refléta sur l'accroissement du total des salaires payés en 1956-1958 ; elle se faisait sentir principalement dans les travaux publics, de telle sorte que cela constituait une augmentation occasionnelle étant donné que bon nombre d'entre eux étaient paralysés pendant une partie de l'année ou simplement commencés ou arrêtés du fait de l'élaboration de nouveaux contrats qui permettaient de faire proliférer les fraudes.

Un certain investissement privé se produisit qui, du fait qu'il se concentra à La Havane, perdit une grande partie de son influence de compensation. Il faut signaler que les investissements étrangers furent en 1946 et 1956 de l'ordre de 100.000.000 de \$ alors que les remises à l'étranger comme bénéfice des investissements furent supérieures à 600.000.000 de \$. Nous observons que le rythme des bénéfices des entreprises étrangères en 1957 représentait une augmentation de 78 % par rapport à 1946, alors que le nouvel investissement pendant ces 10 ans seulement représente 16 % du total investi par le capital nord-américain à Cuba. Cela signifie que le rôle joué par les nouveaux investissements dans le cadre de la crise était minime, c'est-à-dire que l'augmentation des bénéfices des entreprises étrangères n'était pas le résultat de l'addition de capital "frais", mais simplement d'une exploitation plus grande du pays.

Quelques porte-paroles du régime exprimèrent par exemple lors du Premier Symposium National de Ressources Naturelles (1958) qu'une telle crise n'existait pas et qu'au contraire, Cuba s'acheminait vers un développement économique important. L'augmentation de l'économie de 1950 à 1958 peut être évaluée à 1,4 % annuel, c'est-à-dire inférieure à l'accroissement de la population. Naturellement, il y a eu une augmentation mais, du fait qu'elle ne satisfaisait pas les besoins nationaux urgents, sa lenteur la rapprochait chaque fois plus du point de croupissement : c'était en somme un accroissement décroissant.

Quel était le prix de ce développement et de toute la politique de la dictature contre la crise? Son prix était ruineux :

- 1) On avait intensifié, comme nous le voyons, l'emploi des investissements étrangers
- 2) La politique d'Etat accrut la dette publique qui s'éleva à 800.000.000 de \$ environ
- 3) En 1957 fut liquidée la capacité de crédit des Banques privées, conformément aux normes en vigueur dans le système bancaire capitaliste pour ces opérations
- 4) La politique de Travaux Publics - de "frais allègres" comme les désigna à ce moment-là Cepero Bonilla - qui, d'une part ne stimulait pas proprement le développement économique et, d'autre part, entraînait l'augmentation des importations, contribuait à empirer davantage encore l'économie du pays. Des rapports officiels de 1958 indiquent que le "développement" économique progressait au moyen d'industries qui n'employaient que 26,3 % de matière première nationale et 73,7 % de matière première étrangère, de sorte que si les investissements en Travaux Publics pro-

voquaient une hausse des importations, ceux qui se produisaient dans les industries avaient les mêmes conséquences

- 5) Les réserves internationales diminuèrent, les devises atteignirent 231.000.000 de \$ de 1951 à 1955, et continuèrent à diminuer jusqu'à 1958, étant réduites à un peu plus de 100.000.000 de \$.

Une voie sans issue

Tout ceci veut dire que le "développement" mesquin de ces années se basait sur l'épuisement des ressources financières ce qui, dit simplement, compromettait à court terme l'économie de Cuba déjà en faillite. Elle était compromise car, mise à part la possibilité d'une augmentation de la production et de l'exportation de sucre, causant un accroissement non sucrier d'un ordre inférieur à l'augmentation de la population, le peuple cubain ne disposerait pas, à l'avenir, de réserves pour faire face à la crise non résolue par cette politique aventurière. Naturellement, cette issue réactionnaire de la crise aurait pu être évitée en étendant le commerce, principalement avec le sucre, mais nous avons déjà vu dans le chapitre précédent que cela était impossible sous l'emprise d'un tel système. L'étape du chômage aigu allait arriver, de restriction réelle du niveau de vie, de diminution des recettes, de sous-alimentation, de misère excessive pour la grande masse de la population.

Cuba et son peuple s'aventuraient dans une voie sans issue possible en régime capitaliste. C'est pour cela que dans les entrailles du peuple se déchaîna, sous l'inspiration de la lutte armée, le grand mouvement de libération.

La Révolution, alimentée par la crise profonde du système économique semi-colonial, devait recueillir tout cet héritage, le nettoyer, l'ordonner et, en même temps, le transformer rapidement en un effort réel de développement.

Après le 1er janvier 1959 les mesures de rectifications furent mises en pratique. Dans sa première étape, c'est-à-dire avant la première nationalisation des entreprises étrangères (avril 1960), la Révolution disposait de peu de ressources ou mécanismes institutionnels ou légaux pour accélérer la liquidation des effets désastreux de la politique de dictature et pour accroître à court délai le développement économique. En règle générale, les trois mesures qui peuvent être considérées comme la base, sont les suivantes : Récupération des Biens Malversés ; Redistribution des Recettes et Réforme Agraire. L'effet immédiat de ces mesures fut d'une part de donner à l'Etat cubain une série d'entreprises qui, même fonctionnant avec un caractère de capitalisme d'Etat, supposaient un premier changement institutionnel et jetaient les bases d'un accroissement des possibilités politiques influant sur le développement économique, ce dernier influa surtout du fait que lesdites entreprises se mirent en marche immédiatement. Par ailleurs, la redistribution des recettes, nom générique qui renferme également la réduction du prix des loyers, de certains articles et services, et la Réforme Agraire tendirent à produire une subite expansion de la consommation. Tout ceci se refléta par une hausse de l'activité économique générale, qui, cependant, à la fin de 1959, était freinée par les entrepreneurs.

Bases pour un développement socialiste

Les agressions perpétrées depuis l'extérieur et les intrigues étrangères à l'intérieur commencèrent, de sorte que la Révolution eut besoin d'aborder les problèmes économiques d'une façon radicale. A chaque instant, le Gouvernement Révolutionnaire, par la décision des hommes qui le composaient, plus conscients du chemin qui devait être suivi, résolut les problèmes posés, élargissant son action de transformation aux structures administratives et productives héritées de l'Etat passé. On répliqua à ces agressions par la nationalisation d'une série d'industries étrangères, jusqu'à concurrence de la valeur que représentait le préjudice causé à la nation cubaine par lesdites agressions. Pendant tout le processus qui conduit à ce stade, de nouvelles installations productives et entreprises devaient s'incorporer à l'économie d'Etat pour diverses raisons (abandon du territoire national de la part des propriétaires, diminution progressive de la production provoquée délibérément par les entrepreneurs, etc ...) Cela veut dire que l'Etat avait entre les mains un débit de ressources productives auxquelles il fallait appliquer les principes de la planification : mais dès les premiers pas, on remarqua qu'elles n'étaient pas suffisantes pour engendrer un développement adéquat, car la Banque, le grand commerce et une grande partie des industries de base continuaient d'être privés. La poursuite des agressions, l'accentuation des efforts des groupes conservateurs pour perturber l'ordre intérieur, unis à la nécessité, pour la planification, de s'occuper des secteurs fondamentaux de l'économie, pour répondre aux intérêts nationaux et à la décision des dirigeants, conduisirent naturellement à la nationalisation générale de la grande industrie, du grand commerce et de la Banque (octobre 1960).

On avait donc jeté les bases d'un développement socialiste. L'application progressive et chaque fois plus importante de la planification, l'intervention chaque fois plus effective des travailleurs dans les décisions relatives à la production, l'amélioration de la qualité sociale et opérative des administrateurs des unités productives et la création, dans cette première étape, d'entreprises groupées, constituèrent depuis octobre 1960 les faits caractéristiques du début de la construction du socialisme. Les expériences ont révélé de nouveaux chemins d'organisation et de nouveaux cadres techniques et dirigeants ont surgi. Les batailles livrées prouvent que le Gouvernement Révolutionnaire et le peuple de Cuba peuvent analyser les tâches, les critiquer et les mettre en conditions d'être dûment réalisées. Dans l'étape actuelle où l'expérience des premiers moments se transforme en norme d'une action adéquate, nous sommes déjà en présence du processus de construction du socialisme.